

Du contenu illégal retrouvé sur l'ordinateur portable du fils de Biden



Article rédigé par *anguillesousroche.com*, le 18 octobre 2020

John Paul Mac Isaac, le réparateur d'ordinateurs du Delaware qui avait le portable abandonné de Hunter Biden avant de le remettre au FBI et à Rudy Giuliani, a déclaré que la bombe du *New York Post* d'hier a à peine effleuré la surface de ce qui est sur le disque dur, et a laissé entendre qu'il y a bien plus à venir, y compris des contenus illégaux.

Après [la publication par le New York Post](#) de révélations choquantes selon lesquelles Hunter Biden a profité de la position et de l'influence de Joe Biden pour gagner de l'argent en Ukraine et d'une série de photos montrant Hunter apparemment en pleine frénésie de drogue, le propriétaire du magasin d'informatique qui a transféré les données au FBI et à Rudy Giuliani s'est adressé aux médias dans une interview audio de près d'une heure.

[Rapport](#) du *NationalFile* : John Paul Mac Isaac, le propriétaire d'un magasin de réparation d'ordinateurs Mac dans le Delaware qui est entré en possession d'un ordinateur portable abandonné appartenant auparavant à Hunter, a parlé aux médias pendant près d'une heure, et a suggéré qu'il y a beaucoup plus de contenu que ce que le *Post* a publié, y compris du contenu illégal, et a dit qu'il craint pour sa vie à cause du contenu du disque dur.

Isaac a également laissé entendre que le FBI dissimulait le contenu de l'ordinateur portable comme une faveur politique à la famille Biden, et a affirmé que le FBI l'avait averti de ne pas rendre publiques les informations en sa possession.

À un moment donné de l'entretien, Isaac a expliqué que, durant sa carrière de réparateur d'ordinateurs, il avait déjà rencontré de la pornographie infantile en réparant l'ordinateur d'un homme et avait immédiatement appelé la police. Il a comparé cela à cet incident, et a déclaré que bien qu'il n'ait pas vu de pornographie infantile sur l'ordinateur de Hunter, il a vu des documents illégaux et des discussions sur des activités illégales qui lui ont fait croire que sa « *vie serait en danger* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

18/10/2020 06:00